

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 04/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS

RUE DESCARTES
69190 Saint-Fons

Références : UDR-CRT-26-043-AC
Code AIOT : 0006103723

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2026 dans l'établissement GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS implanté Rue Descartes 69190 Saint-Fons. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEPEIF STATION EPUR. DES INDUS
- Rue Descartes 69190 Saint-Fons
- Code AIOT : 0006103723
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GEPEIF est une station de traitement des eaux résiduelles provenant des usines SPECIALTY

OPERATIONS (Syensqo), NOVACYL (Seqens) et POLYTECHNYL (Domo) de Saint-Fons. Il traite également, dans des volumes moindres, des effluents reçus par citerne en provenance de la région. Le fonctionnement de ce site est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2017.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.8.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Respect des valeurs limites d'émission (VLE) des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.7.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois
6	Inventaire des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 iv b)	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	9 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Surveillance des effets sur les sédiments, la faune et la flore	Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.8.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Respect des VLE phosphore et aluminium	AP de Mise en Demeure du 13/02/2019, article 1	/	Levée de mise en demeure
5	Toxicité des	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	rejets aqueux	04/11/2024, article 2.VII		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 23 février 2025 avait pour objectifs de :

- faire le point sur les demandes non soldées de l'inspection du 18 février 2025 ;
- vérifier la situation du site vis à vis de la mise en demeure prononcée le 12 février 2019 ;
- vérifier le respect des prescriptions liées au respect des valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après traitement ;
- vérifier le respect de certaines prescriptions prévues par l'arrêté ministériel du 04 novembre 2024.

Concernant les demandes non soldées de l'inspection précédente, l'exploitant a présenté les résultats des campagnes réalisées. L'inspection indique que ce dernier peut demander un allègement des fréquences de surveillance prescrites mais que cette demande doit être argumentée et reposer sur un nombre de données suffisantes et représentatives. Dans l'attente de cette demande et de son instruction par l'Inspection, l'exploitant poursuit sa surveillance.

Concernant la mise en demeure du 12 février 2019, l'Inspection propose à Mme la préfète de la lever compte tenu des éléments suivants :

- la situation du site n'est plus celle en place en 2019 et ayant donné lieu à la mise en demeure : le mode de fonctionnement du site a été fortement perturbé par plusieurs modifications des effluents traités (arrêt de l'activité du site de Polytechnyl, arrêt et redémarrage de l'atelier Vanilline),
- l'Inspection a constaté que la VLE et le flux en aluminium sont conformes depuis juin 2024, le flux en phosphore n'a pas été dépassé en 2024 et 2025, et qu'aucun dépassement en phosphore supérieur à 2 fois la VLE n'a eu lieu en 2024 et 2025.

Néanmoins, des dépassements de la VLE en phosphore persistent. Suite à la clôture du réexamen IED (application des meilleures techniques disponibles) du site, les prescriptions relatives aux VLE du site vont être revues et une VLE annuelle de 3 mg/L en phosphore va être applicable au site. Il convient donc que l'exploitant mette en place des solutions de traitement permettant l'atteinte de cette VLE. L'Inspection demande donc à ce dernier de transmettre, sous 9 mois, une étude technico-économique sur ce sujet, incluant la solution retenue et un échéancier de mise en œuvre.

L'inspection du 23 février 2026 a montré que l'exploitant se montrait réactif vis à vis des incidents provoqués par les modifications des effluents traités vécues en 2025. Il a indiqué travailler à la stabilisation de la composition des effluents traités afin de limiter la perturbation des bassins biologiques et envisage de prendre en charge de nouveaux effluents extérieurs pour aider à cette stabilisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.8.3.1						
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux de surface						
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/02/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 21/11/2025						
Prescription contrôlée : <p>En accord avec le service chargé de la police de l'eau, l'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en deux points, un en amont, l'autre en aval de son rejet. Le point de prélèvement choisi doit garantir un bon mélange de l'effluent avec les eaux du cours d'eau.</p> <p>Les paramètres du tableau ci-dessous devront être analysés, à la fréquence mensuelle</p> <table border="1"><tr><td>Substances</td></tr><tr><td>DCO</td></tr><tr><td>Arsenic</td></tr><tr><td>Chrome</td></tr><tr><td>Cuvire</td></tr><tr><td>Nickel</td></tr></table>	Substances	DCO	Arsenic	Chrome	Cuvire	Nickel
Substances						
DCO						
Arsenic						
Chrome						
Cuvire						
Nickel						

Plomb
Chloroforme
Benzène
Pentabromodiphényléther
Tétabromodiphényléther
Octabromodiphényléther
Décabromodiphényléther
Hexabromodiphényléther
4-(para)-nonylphénol

Les résultats des analyses seront transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur leurs éventuelles évolutions. Les calculs d'incertitude seront également joints.

Toute anomalie devra être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux de surface, l'exploitant déterminera si

ses activités sont à l'origine de la pollution constatée. Il informera le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Rapport de l'inspection du 18/02/2025 :

Demande n° 2 : l'exploitant réalise une campagne de surveillance en période de basses eaux, transmet les résultats de ses campagnes de surveillance et ses conclusions à l'Inspection.

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats des campagnes réalisées de février 2025 à janvier 2026. Il n'y a pas eu de campagne réalisée en août (congé), octobre, novembre et décembre (berges inaccessibles compte tenu du niveau des eaux). Les résultats des mesures effectuées sont toutes inférieures aux limites de quantification des méthodes, que ce soit en amont ou en aval du point de rejet. Une anomalie a été détectée au niveau de l'analyse des PBDE pour la campagne de janvier 2026, mais l'exploitant est en cours de discussion avec son prestataire car il suspecte une erreur d'analyse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 : l'exploitant transmet le bilan des campagnes de surveillance des eaux de surface réalisées en 2025, et ses conclusions vis à vis des résultats obtenus. Il se prononce sur la pertinence des substances recherchées vis à vis de ses activités. Il peut, le cas échéant, proposer un allègement du programme de surveillance (fréquence et paramètres). Cette proposition doit être argumentée. Dans l'attente, il poursuit la surveillance mensuelle mise en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Surveillance des effets sur les sédiments, la faune et la flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.8.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur les sédiments, la faune et la flore

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 21/11/2025

Prescription contrôlée :

Des prélèvements et mesures seront réalisés chaque année, en aval du rejet, sur des substances pertinentes afin de mesurer l'évolution, dans les différents compartiments du milieu, des concentrations en substances bioaccumulables.

L'exploitant fera réaliser une étude sous 6 mois afin de proposer une liste de substances bioaccumulables pouvant servir de traceurs.

<p>Sous réserve de précisions apportées par cette étude, les substances à surveiller sont les suivantes</p> <ul style="list-style-type: none"> - pentabromodiphényléther - 4-(para)-nonylphénol - nickel - plomb - zinc - cuivre - chrome* - tributylphosphate - 1-chloro-2-nitrobenzène - arsenic. <p>*Le suivi environnemental de ce paramètre ne sera exercé que lors des deux premières années afin de confirmer la disparition de la source émettrice à l'origine des rejets (arrêt d'exploitation de la société Huntsman).</p> <p>Rapport de l'inspection du 18/02/2025 : Demande n° 3 : l'exploitant réalise une campagne de surveillance des effets sur les sédiments, la faune et la flore. Il transmet les résultats de cette campagne et ses conclusions à l'Inspection.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 06/02/2026, l'exploitant a transmis les résultats de l'étude menée en septembre 2025. L'Inspection précise que, pour permettre un allègement de la fréquence de surveillance, une série de 3 campagnes annuelles minimum doit être réalisée dans des conditions d'échantillonnage stabilisées afin de permettre d'obtenir des résultats représentatifs et exploitables. Elle va transmettre l'étude réalisée à l'Office Français de la Biodiversité (OFB), service compétent sur cette thématique, pour recueillir son avis sur le protocole mis en place et les résultats obtenus. Ce retour sera transmis à l'exploitant en vue de réaliser la campagne de surveillance 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Respect des VLE phosphore et aluminium

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/02/2019, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GEPEIF, station de traitement des eaux industrielles, située rue Descartes à SAINT-FONS, est mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émission des eaux résiduelles après épuration prescrites à l'article 4.7.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2017, au plus tard avant le 31 décembre 2019.</p>
<p>Constats :</p> <p>La mise en demeure prononcée en 2019 faisait suite à des non respects des valeurs limites d'émissions (VLE) des paramètres Aluminium et Phosphore.</p> <p>En 2025, aucun dépassement de la VLE en aluminium n'a été constaté : le site de Polytechnyl Belle</p>

Etoile a modifié son procédé pour substituer le catalyseur à base d'aluminium utilisé. Le site a également fortement diminué le volume d'effluents envoyés pour traitement au GEPEIF suite à la baisse de son activité depuis mai 2025.

Concernant le phosphore, le flux émis est conforme sur l'ensemble des années 2024 et 2025. Des dépassements en VLE (fréquence supérieure à 10 % des valeurs quotidiennes déclarées mensuellement) continuent d'être constatés sans que ces dépassements ne dépassent deux fois la VLE. Ces dépassements font suite à des incidents qui sont détaillés au point de constat n° 4. En 2024 et 2025, des modifications des effluents à traiter ont fortement impacté le fonctionnement de la station :

- le site de Novacyl a baissé son niveau de production et de ce fait, le volume d'effluents à traiter ;
- le site de Specialty Operations a arrêté l'atelier Vanilline de juin 2024 à novembre 2025 ;
- le site de Polytechnyl PI a arrêté une partie de ses activités depuis mai 2025.

Compte tenu de ces modifications, l'Inspection considère que la situation du GEPEIF n'est plus celle en place en 2019 et qu'il convient de la réexaminer vis à vis de la situation actuelle (voir point de constat n° 4). Au vu de ce qui précède et considérant que le flux en phosphore n'a pas été dépassé en 2024 et 2025, qu'aucun dépassement en phosphore supérieur à 2 fois la VLE n'a été constaté en 2024 et 2025, que la VLE et le flux en aluminium sont conformes depuis juin 2024, l'Inspection propose de lever cette mise en demeure et de prendre de nouvelles mesures adaptées vis à vis de l'exploitant (voir point de constat n°4).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Respect des valeurs limites d'émission (VLE) des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/10/2017, article 4.7.5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration, flux et en rendement (lorsque celui-ci est précisé) ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.6)

Voir tableau des VLE figurant au paragraphe 4.7.5

Constats :

L'exploitant a présenté le bilan de son autosurveillance sur l'année 2025, les dépassements constatés, les actions menées et à réaliser.

Depuis le 01/01/2026, l'exploitation de la station est assurée par la société SUEZ IWT, qui est en train de reprendre les paramètres de fonctionnement de la station et de les revoir afin de respecter les VLE. La technique de déshydratation des boues a été revue : la centrifugeuse a été remplacée par deux systèmes de presse à vis afin d'augmenter la siccité des boues et diminuer leur volume.

En 2025, les dépassements de VLE constatés ont concerné les paramètres AOX, Matières en suspension (MES), demande biologique en oxygène (DBO5), demande chimique en oxygène (DCO)

et phosphore (P).

Paramètre AOX : ce paramètre fait l'objet d'une analyse quotidienne. Des dépassements ont été constatés sur les mois d'avril, mai, août à novembre. L'exploitant indique que les dépassements mesurés sont ponctuels et sont dus à un problème de méthode analytique selon son prestataire. L'exploitant n'est pas en mesure de fournir des résultats de contre-analyses permettant de remettre en cause ces mesures. L'Inspection remarque que des dépassements supérieurs à 2 fois la VLE ont été mesurés et qu'il est indispensable que l'exploitant dispose de résultats d'analyses fiables. Ce dernier a indiqué qu'il travaille sur ce sujet avec son prestataire et qu'il prévoit d'avoir recours à un autre laboratoire pour comparer les résultats d'analyse.

Paramètres MES, DBO5 et DCO : ces paramètres font l'objet d'une analyse quotidienne. La station a connu une crise importante de novembre à février au niveau du traitement des MES avec un impact sur les paramètres DCO et DBO5. Cette crise est due à plusieurs facteurs, notamment :

- la remise en route du bassin biologique n° 1 après arrêt pour maintenance ;
- le traitement de charges organiques importantes suite à des incidents techniques liés au redémarrage de la chaîne 1 de l'atelier DPHE (production gaïacol) ;
- le redémarrage de l'atelier Vanilline avec une charge importante à traiter ;
- des conditions météorologiques difficiles début janvier (gel) rendant impossible le traitement des boues.

Ces différents événements ont entraîné une perturbation des bactéries présentes dans les bassins avec une dégradation de la floculation et une augmentation de la teneur en MES. L'exploitant a mené plusieurs actions, tenant compte du retour d'expérience d'événements similaires : ajout supplémentaire de floculant, extraction des boues pour améliorer la qualité des boues, revue des automatismes d'aération des bassins bactériologiques, descente/montée en charge progressive de la station pour limiter les fluctuations dues aux arrêts/redémarrages de l'atelier Vanilline... L'exploitant a également eu recours à une solution mobile de flottaison mais la solution déployée début février est arrivée au moment du retour à la conformité de la teneur en MES.

Paramètre Phosphore : ce paramètre fait l'objet d'une analyse quotidienne. Des dépassements de la VLE en phosphore sont constatés en janvier, février, avril, mai, juin, novembre et décembre. Aucun dépassement supérieur à 2 fois la VLE ou dépassement de flux n'est constaté. L'exploitant a présenté un retour d'expérience sur les causes et actions mises en place en 2025 :

- diminution de la charge organique des effluents traités : l'arrêt du traitement des effluents de Polytechnyl et de l'atelier Vanilline a entraîné une baisse de la capacité de la biomasse à assimiler le phosphore ;
- mise en place de la station de prétraitement CORELEC sur le site de Specialty Operations pour traiter le phosphore en sortie d'atelier HQPC : le phosphore est dû à un réactif mis en œuvre dans un des procédés de fabrication du site. La station a fonctionné du 14/04 au 25/06/2025 mais a présenté des performances très variables et moins bonnes qu'attendues. Elle n'a pas permis d'abattre plus de phosphore que le traitement déjà en place et n'a pas permis d'atteindre la VLE de 3 mg/L prévue d'être appliquée au site dans le cadre de son réexamen IED. Compte tenu de son coût de mise en œuvre et de son manque d'efficacité, l'exploitant a décidé de cesser son utilisation ;
- augmentation de la teneur en chlorure ferrique pour permettre la précipitation du phosphore en

juillet et en août : cette solution a permis d'atteindre la VLE de 3 mg/L. L'exploitant indique cependant que cela entraîne une forte augmentation de la consommation en réactif (1,5 à 2 tonnes/jour) et de la teneur en matière minérale dans la biomasse avec le risque de déstabiliser le traitement biologique ;

- diminution de la quantité de réactif à base de phosphore mis en œuvre par le site de Specialty Operations : elle est passée de 80 à 50 kg/j et ne peut être diminuée plus sans conséquence sur le procédé.

En vue de respecter la VLE annuelle de 3 mg/L, l'exploitant envisage différentes actions en 2026 parmi lesquelles :

- la modification du point d'injection du chlorure ferrique en entrée de clarificateur (au lieu du bassin de neutralisation) : un impact positif est attendu sur le traitement du phosphore mais il risque d'y avoir une dégradation de la décantation des boues ;

- la mise en place d'un flottateur à air dissous (unité mobile) pour test pour le traitement des MES et du phosphore après sortie du clarificateur et avant rejet au milieu : les essais sont en cours depuis le 2/2/2025 ;

- la réalisation d'une étude technico-économique confiée à SUEZ IWT sur le traitement du phosphore ;

- la mise en place d'un groupe de travail R&I pour évaluer la possibilité de substituer le réactif contenant du phosphore utilisé le site de Specialty Operations.

Les échanges avec l'exploitant indiquent que ce dernier se montre réactif face aux anomalies détectées. La variabilité de la nature et de la quantité des effluents reçus ces deux dernières années ne permet pas un fonctionnement optimal de la station et l'exploitant réfléchit à la prise en charge de nouveaux effluents externes pour limiter ces effets. L'Inspection rappelle que, dans le cadre de la clôture du réexamen IED en cours (projet d'arrêté préfectoral complémentaire discuté en séance), une VLE annuelle du phosphore de 3 mg/L va être fixée et qu'il est indispensable que des solutions techniques soient mises en place pour atteindre cette VLE.

Observation : l'exploitant doit porter à la connaissance de Mme la préfète la modification du mode de traitement des boues produites par le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2 : l'exploitant transmet à l'Inspection une étude technico-économique sur les solutions de traitement du phosphore adaptées au site et permettant l'atteinte de la VLE annuelle de 3 mg/L, incluant la solution retenue et un échéancier de mise en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : Toxicité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.VII

Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dates d'entrée en vigueur prévues au I, la première série de campagnes de mesure pour la caractérisation initiale prévue au 3.3 de l'annexe I, visant à déterminer la fréquence de surveillance de la toxicité des émissions dans l'eau, sont réalisées au plus tard au 30 octobre 2025 pour les installations mentionnées au a du I.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le devis (ref FFW706260053-01 du 16/02/26) et le bon de commande (4505335444 du 17/02/26) des campagnes de mesures prévues pour la caractérisation initiale de la toxicité des émissions dans l'eau. Il a prévu de réaliser les campagnes lors du traitement d'effluents salins (atelier vanilline en fonctionnement) et d'effluents non salins (atelier vanilline à l'arrêt).</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Inventaire des effluents aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/11/2024, article 2.2 iv b)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation des substances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et révisé régulièrement (notamment à la suite d'une transformation majeure) un inventaire des émissions atmosphériques canalisées et diffuses ainsi que des flux d'effluents aqueux, dans le cadre du système de management environnemental (voir le 2.1), présentant les caractéristiques suivantes : [...]</p> <p>iv. Informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment : [...]</p> <p>b. Valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants et paramètres pertinents (notamment DCO ou COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, composés organiques) et variabilité de ces valeurs</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé la démarche RSDE (rejets/réduction de substances dangereuses dans l'eau) entre 2012 et 2016 (surveillances initiale et pérenne). Depuis, l'arrêté ministériel RSDE du 24 août 2017, modifiant de manière importante l'arrêté ministériel dit "intégré" du 2 février 1998, est entré en vigueur au 1er janvier 2018. Le site n'a pas revu son positionnement RSDE pour tenir compte des nouvelles substances à surveiller.</p> <p>L'arrêté ministériel du 04/11/2024 est désormais applicable aux installations du GEPEIF : il reprend les substances concernées par la démarche RSDE figurant à l'arrêté ministériel du 02/02/1998.</p> <p>Compte tenu des modifications apportées aux effluents traités (voir point de constat n° 3), il convient que l'exploitant revoie l'inventaire des polluants susceptibles d'être présents dans les effluents rejetés après traitement conformément à l'arrêté ministériel du 04/11/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande n° 3 : l'exploitant transmet à l'Inspection une mise à jour de la démarche RSDE</p>

appliquée à ses effluents aqueux. Pour ce faire, il s'appuie sur le tableau type transmis par l'Inspection. Ce positionnement concernera l'ensemble des substances listées à l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 04/11/2024, sauf à justifier de leur absence dans le rejet (bibliographie, étude sur les effluents traités et le procédé de traitement, campagnes de mesures ...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois